

"L'opinion du PCI sur le Marché commun" dans L'Unità (24 mars 1957)

Légende: Le 24 mars 1957, le quotidien communiste italien L'Unità condamne le processus d'intégration européenne et expose le point de vue du Parti communiste italien (PCI) sur la Communauté économique européenne (CEE).

Source: L'Unità. Organa del Partito Comunista italiano. dir. de publ. Lajolo, Davide. 24.03.1957, n° 72; anno XXXIV. Milano. "L'opinione del PCI sul Mercato comune", p. 1; 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_opinion_du_pci_sur_le_marche_commun_dans_l_unita_24_mars_1957-fr-c100975c-7f68-4ca7-b4d1-57837b8be5do.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Un communiqué de la direction

L'opinion du PCI sur le marché commun

Le marché commun et Euratom sont l'expression d'une politique qui essaie de diviser l'Europe en deux blocs militaires

Les accords pour le marché commun et Euratom, conclus entre les divers gouvernements et qui devront à présent être portés à la connaissance du pays et soumis au jugement du Parlement, posent au peuple italien des problèmes qui, de par leurs conséquences et leur gravité, doivent être affrontés avec une grande clarté et un grand sens des responsabilités. L'avenir de la nation durant les prochaines années peut dépendre de l'approbation et du contenu de ces accords.

Nous reconnaissons qu'il existe des conditions objectives qui rendent incertaines et graves les perspectives actuelles des économies nationales de l'Europe occidentale. La situation qui s'est créée à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, de l'effondrement du système colonial et de la création d'un grand marché socialiste, a placé les États continentaux de l'Europe occidentale en infériorité par rapport aux États-Unis d'Amérique et à l'Union soviétique. À présent déjà, ils ne peuvent pas affronter la concurrence américaine, et leur infériorité devient plus importante face aux perspectives de l'actuel progrès technique, de l'introduction à grande échelle de processus de production automatique, de l'exploitation de l'énergie atomique à des fins industrielles. Il est donc compréhensible et juste de vouloir dépasser la situation actuelle et préparer un avenir meilleur grâce à un élargissement des marchés nationaux restreints et à de nouvelles formes de collaboration internationale dans le secteur économique.

Par principe, la classe ouvrière et les classes laborieuses ne peuvent être hostiles à cette orientation, même si pour le moment, elle se manifeste encore dans un monde divisé par différentes opinions et où coexiste aujourd'hui un système d'États socialistes, des pays encore dominés par le capitalisme et des nouveaux États libres créés par les peuples qui ont brisé le joug du régime colonial. Le progrès économique, politique et social est en effet lié au fait que les actuelles difficultés et problèmes des économies nationales sont allégées et dépassées par le biais de nouvelles méthodes d'approche et de collaboration. Mais pour que cela se réalise, il faut, dans la situation actuelle, les conditions suivantes:

- 1) En partant de la situation de l'Europe et du monde d'aujourd'hui, il faut essayer de créer une collaboration économique plus ample et mieux articulée entre tous les pays européens, sans exclusions et sans discriminations. Il faut dépasser l'actuelle division en blocs militaires, inaugurer une nouvelle politique de cohabitation, de détente et de paix.
- 2) Il faut favoriser et non entraver le développement économique et politique des nouveaux États issus du vieux monde colonial, c'est-à-dire mettre fin à toute forme de domination et d'exploitation coloniale.
- 3) Chaque pays de l'Europe occidentale doit pouvoir être libre d'assurer son propre progrès politique et social à travers une transformation de sa structure économique, la fin de la puissance illimitée des grands monopoles capitalistes et donc l'adoption de mesures efficaces pour élever le niveau de vie des masses laborieuses de l'industrie et de l'agriculture.
- 4) Les pays les plus faibles économiquement, comme cela est en grande partie le cas pour l'Italie, ne doivent pas subir des dommages ou des risques importants, ni perdre leur indépendance pour que prévalent, sur leurs légitimes intérêts nationaux, les intérêts des grands monopoles capitalistes des pays les plus développés et les plus forts dans le secteur industriel.

De plus, alors que l'ère de l'utilisation de l'énergie atomique pour l'industrie commence, il est de l'intérêt de tous les pays, mais surtout du nôtre, de ne pas s'engager dans ce domaine, ni qu'un monopole privé de cette nouvelle source d'énergie ou qu'un monopole d'un groupe de puissances plus fortes rationnent les autres pays et exploitent de façon plus ou moins évidente la nouvelle énergie à des fins de chantage, d'intimidation et de préparation à la guerre.

Pour le moment, le contenu des traités qui sont à la signature ces jours-ci, est encore inconnu. Les seuls faits déjà connus, grâce aux diverses déclarations gouvernementales, nous permettent jusqu'à présent d'affirmer qu'ils ne tiennent aucun compte de cette nécessité, et donc ne présentent pas une juste solution du problème qui consiste à arriver à une collaboration plus vaste et donc à un développement plus important de toute l'activité économique des pays européens. Au contraire, sous l'apparence du progrès vers une nouvelle et plus étendue unité économique, ils dissimulent de graves dangers pour tous les peuples européens et plus particulièrement pour les pays aux structures les plus faibles.

En premier lieu, il faut dénoncer le fait que ces deux traités sont l'expression et l'instrument d'une politique qui essaie de diviser toujours plus profondément l'Europe en deux blocs militaires opposés. Les traités sont en réalité directement liés à l'organisation du Pacte atlantique et de l'UEO, et ont comme préambule et condition le réarmement de l'Allemagne occidentale à qui ils essaient de donner la possibilité d'utiliser l'énergie atomique à des fins militaires. Ils ne favorisent pas un processus de détente, ils ne conduisent pas à une coexistence pacifique entre les pays aux systèmes sociaux différents, ils ne contribuent pas à la sécurité européenne et à la paix. Ils essaient plutôt d'accentuer non seulement la division politique de l'Europe, mais aussi la scission même du marché européen ou mondial. Les États de l'Europe occidentale, dont les économies recevraient des possibilités énormes de nouveaux développements par des mesures concrètes de rapprochement et de collaboration avec les pays du monde socialiste, se trouveraient de nouveau à la merci de la concurrence et de la prédominance du grand capitalisme américain.

Ce vice fondamental est encore aggravé par le fait que les pays liés aux nouveaux traités, parmi lesquels l'Italie, s'engagent à aider et à défendre le régime colonial auquel l'impérialisme français s'efforce de maintenir assujéti une partie des peuples de l'Afrique du Nord, en menant contre eux une guerre injuste et sanguinaire. Les traités sont donc, à ce sujet, contraires à l'intérêt national, qui doit pousser l'Italie à ne pas entraver, mais à appuyer le grand mouvement pour l'indépendance de tous les peuples coloniaux et plus particulièrement les peuples arabes de la Méditerranée.

Deuxièmement, la soi-disant communauté économique qui essaie de se créer en Europe occidentale sera dominée par les forces du grand capital monopolistique. Les puissants monopoles capitalistes privés concluront des accords entre eux afin de contrôler le marché plus important mis à leur disposition. Cela permettra l'accroissement de leurs profits; cela donnera une position privilégiée aux groupes les plus forts, et avant tout à ceux de l'Allemagne occidentale, cela amènera à l'écrasement des forces intermédiaires et surtout ne permettra pas au progrès technique d'apporter une amélioration générale des conditions de vie des travailleurs. Les inégalités sociales s'aggraveront et la différence et les problèmes entre les pays à faible économie et ceux à économie plus développée seront encore plus lourds.

Il est certain également que la nouvelle organisation exercera une forte pression afin d'empêcher que les pays suivent une politique économique contraire aux intérêts du grand capital. Ce qui signifie qu'en Italie, on empêchera la réalisation des réformes structurelles prévues par notre Constitution afin d'assurer une transformation progressive de l'économie dans l'intérêt des classes laborieuses.

De plus, des quelques nouvelles reçues, il ressort que dans la rédaction du traité du marché commun, on a sacrifié, sous la pression du grand capital étranger et national, les intérêts aussi bien de notre agriculture que de notre industrie moins développée, et qu'il n'a pas assez été tenu compte du grave et réel danger que toute l'économie italienne, exception faite de certains grands secteurs monopolistiques, soit transformée en une grande zone sous-développée, avec de graves conséquences pour une grande partie de notre population.

En ce qui concerne les nouveaux traités, il faut donc que les communistes conduisent une ample campagne d'éclaircissement, de critique et de dénonciation parmi toutes les couches de la population. Cette campagne doit tenter de:

1) Opposer à la politique du faux européanisme énoncé dans les traités une politique démocratique et socialiste, de détente internationale, de paix et de progrès économique et social. Le dépassement des manques et des difficultés actuels des pays de l'Europe occidentale doit être obtenu avec de nouvelles

formes de collaboration économique s'étendant à tous les pays, même socialistes, dans un nouveau climat de détente, qui doit avoir comme préambule la fin des blocs et des occupations militaires et la coexistence pacifique.

De récentes propositions faites par le gouvernement de l'Union soviétique offrent, dans ce domaine, de grandes possibilités de contact, de discussion et d'accord; elles ouvrent en outre à l'Occident européen la voie pour dépasser son retard atomique, en exploitant les énormes progrès accomplis dans ce secteur par le monde socialiste.

2) Dénoncer l'insertion de l'Italie dans un bloc politique et économique impérialiste et colonialiste; revendiquer la solidarité et une étroite amitié et collaboration avec les nouveaux États arabes, africains et asiatiques ainsi qu'avec tous les peuples luttant contre le colonialisme.

3) Dénoncer l'asservissement économique de notre pays au grand capital monopolistique international et indigène, en opposant à cet asservissement une politique démocratique de réformes des structures économiques, de lutte contre les monopoles privés, de nationalisation des sources d'énergie, d'intervention de l'État pour garantir non seulement le progrès technique, mais aussi le progrès social, c'est-à-dire la hausse continue des conditions de vie des classes laborieuses.

4) Critiquer concrètement chaque partie du traité et proposer à cela, au sein du Parlement et face à l'opinion publique, des modifications aptes à défendre les intérêts des secteurs de l'économie nationale menacés par le pouvoir du capital monopolistique étranger et par une politique étrangère erronée.

Les communistes pensent que le traité du marché commun, s'il était approuvé, présentera des contraintes nouvelles et graves pour toutes les organisations de la classe ouvrière et des agriculteurs, et plus particulièrement aux organisations syndicales. Il sera en effet nécessaire de défendre le salaire des travailleurs, leur niveau de vie, les conditions de logement et de sécurité sociale à de nouvelles conditions, face à un patronat plus organisé et plus agressif et face aux difficultés créées par le déplacement prévu de la main-d'œuvre d'un pays à l'autre.

Ainsi, même la défense des libertés syndicales et politiques des travailleurs devra être conduite énergiquement, à travers des contacts et des mouvements à l'échelle internationale. Il s'avère jusqu'ici que le grand patronat et les gouvernements ont l'intention de se servir de la main-d'œuvre de certains pays, et plus particulièrement de l'Italie où le taux de chômage est élevé, pour réduire le niveau des salaires, empêcher les mesures d'assistance sociale, faire reculer tout le mouvement ouvrier, aggraver les conditions de vie des travailleurs dans toute l'Europe occidentale.

La classe ouvrière, afin de rester en vie et consciente des nécessités du progrès technique et économique, doit opposer à une politique qui, tout en parlant d'«européanisme» maintient divisés l'Europe et le monde et donc empêche les collaborations nécessaires entre les économies et les États, une politique différente, d'une extension réelle des espaces d'alliance économique et politique, de progrès pour la paix, de transformation des structures de chaque pays vers la démocratie et le socialisme.